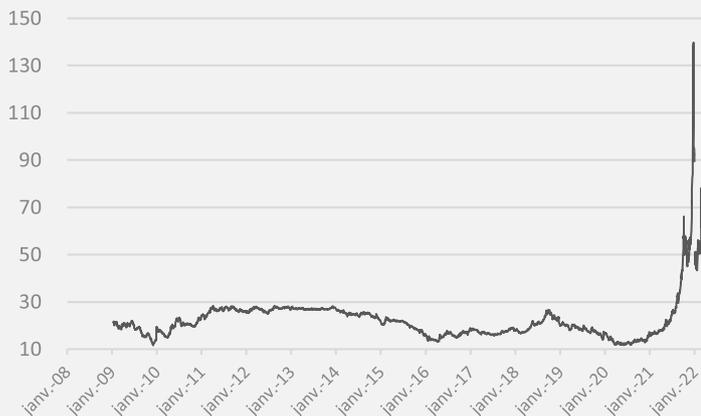




La crise énergétique prend une nouvelle ampleur

Évolution du prix du gaz depuis 2008

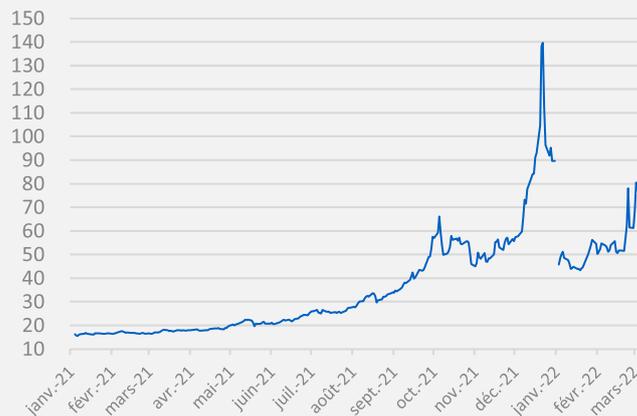
(en €/MWh)



(source EEX - 9 mars 2022)

Évolution du prix du gaz depuis 1 an

(en €/MWh)



Attention : le changement d'année de livraison exagère l'effet baissier de décembre 2021 à janvier 2022.

Le pétrole, dopé par la demande et la géopolitique

Le Brent termine janvier au-dessus de 90 \$ le baril, un record ! La moindre sévérité d'Omicron n'a pas enrayer la demande alors que des incertitudes planent sur l'offre. L'Opep+ maintient ses coupes de production, une vague de froid a fait baisser les stocks américains, la crise ukrainienne pourrait peser sur les flux pétroliers russes tandis que le conflit au Yémen menace la production des Émirats arabes unis. En février, les cours du Brent connaissent des séances en dents de scie, au rythme de l'évolution de la crise en Ukraine et des discussions sur un accord autour du nucléaire iranien. L'invasion de l'Ukraine fait bondir les cours, le Brent dépasse les 100 \$/b, une 1ère depuis 2014 et ouvre mars en flirtant avec les 140 \$/b, précédent record de 2008.

Le gaz, otage de la guerre en Ukraine

En janvier, les niveaux de stockage en Europe

sont toujours à leurs plus bas historiques et les imports de gaz russes restent très faibles. Cependant, la cadence soutenue des livraisons de GNL et le retour de la production norvégienne semblent rassurer les marchés.

Le Cal-23 évolue ainsi dans un tunnel entre 43 et 44 €/MWh. Un relatif équilibre qui s'interrompt dès le 20 janvier : les inquiétudes géopolitiques auxquelles s'ajoutent un ralentissement, pour cause technique, de l'approvisionnement norvégien impactent les prix à la hausse. Le Cal-23 grimpe à 56,27 €/MWh le 28 janvier avant de se détendre début février (51,20 €/MWh le 9 février). En revanche, le Cal-24 enregistre une hausse de +2,5% et dépasse les 35 €/MWh début février : preuve que les marchés estiment que des tensions pourraient perdurer sur le long terme. Des prévisions pessimistes qui se sont concrétisées. L'escalade militaire aux portes de l'Ukraine entraîne la suspension de Nord Stream 2 le 22 février. Le Cal-23 bondit à 62,23 €/MWh. 2 jours plus tard, l'Ukraine se réveille sous les bombardements russes. Le Cal-23 atteint 78,14 €/MWh, le Cal-24 grimpe à 48,37 €/MWh. Sur toutes les échéances, proches

et lointaines, les cours s'emballent. Le 7 mars, Q2-22 affiche 323,8 €/MWh, Q3-22 244 €/MWh, Q4-22 194 €/MWh, le Cal-23 88,4 €/MWh. Cette flambée des prix se double d'une volatilité extrême, les produits pouvant connaître des variations de plusieurs dizaines d'euros en quelques heures.

Quelles perspectives en cas de sanctions massives de part et d'autre de l'Ukraine ?

Si les Etats-Unis sanctionnent le brut russe, les analystes estiment que le marché serait coupé de 5 millions de barils et les prix pourraient être propulsés à + 200 \$ le baril. En parallèle, les négociations autour du nucléaire iranien s'enlisent et éloignent l'espoir d'un retour rapide de sa production.

Côté Moscou, on annonce être prêt à mettre un embargo sur les livraisons de gaz via le gazoduc Nord Stream I.

Synthèse et préconisation

L'approvisionnement était déjà tendu au début de l'hiver en raison des stocks bas, de la reprise économique et de la compétition avec l'Asie pour le GNL. Même si l'hiver touche à sa fin et que la sécurité d'approvisionnement n'est pas menacée à très court terme, le conflit russo-ukrainien attise désormais les craintes pour l'hiver prochain. En l'absence de gaz russe, il serait difficile de reconstituer les stocks cet été et les prix du gaz pourraient continuer à flamber pour l'année prochaine.



Dans ce contexte d'incertitude extrême, nombre de fournisseurs gèlent leurs cotations en attente de visibilité. La remise d'un prix fixe valable ne serait-ce que quelques heures les exposent à des risques financiers considérables.

Benoît Wintergerst
Directeur Énergie & Prix - Opéra Énergie